

Face à la flambée des prix, changer les règles de l'OMC

D'après l'Insee, les prix des produits agricoles ont augmenté en France de 26 % en mars 2022 par rapport au même mois de 2020 avec en particulier, une augmentation de 69 % du prix des céréales. Tout le monde semble admettre que cette inflation exorbitante est normale puisque la Russie et l'Ukraine sont en guerre et qu'ils étaient devenus de grands exportateurs de céréales dans le monde. Est-ce pour autant une raison suffisante ?

Rien n'est moins sûr. D'après le Conseil international des céréales, la récolte mondiale de céréales et riz n'a jamais été aussi importante dans l'histoire avec 2 800 millions de tonnes. Cela correspond pour chaque habitant de la terre à une ration possible de 360 kg par an, ration largement suffisante pour assurer les besoins essentiels en énergie. Dans cet ensemble, la Russie représente 4 % de la production et l'Ukraine 3 % alors que l'UE en produit 10,5 %, les Etats-Unis 16 % et la Chine plus de 20 %.

Quelles sont nos marges de manœuvre ? Les stocks actuels semblent suffisants puisqu'ils atteignent 790 Mt soit 28 % de la production ou plus utilement 1,7 année de commerce mondial. Le seul problème est que l'Organisation mondiale du commerce (OMC) avait interdit les stocks publics en partant du principe que « le doux commerce » empêcherait les guerres. On pouvait donc laisser les lois du marché corriger les déséquilibres éventuels. La Chine a adhéré à l'OMC en 2003 mais elle s'est bien gardée d'appliquer pareille fable. Stratégie prémonitoire, elle n'a pas cessé depuis dix ans d'augmenter ses stocks déjà très importants. Ce pays détient désormais 430 Mt sur les 790 Mt des stocks existants. L'Inde en détient 63 Mt, les Etats-Unis 56 Mt et l'UE 32 Mt seulement.

Dans la crise actuelle, quelle n'est pas notre surprise de voir l'Inde proposer de fournir une solution de remplacement pour les pays qui s'approvisionnaient en Russie et en Ukraine. Rappelons que l'Inde était un des seuls pays à avoir eu l'audace de s'opposer à un accord de l'OMC qui interdisait aux Etats de financer des stocks publics.

En 1699, un économiste anglais, Gregory King avait montré que les lois du marché n'étaient pas opérationnelles pour les produits de première nécessité. Il serait bon de s'en souvenir et de se dépêcher d'intervenir pour éviter les catastrophes comme les famines dans les pays pauvres et les faillites dans les secteurs utilisateurs de céréales dans tous les pays.

Chaque année, on transforme 190 Mt de céréales en éthanol. Il suffirait d'arrêter quelques usines pendant quelques mois pour faire baisser la fièvre. A l'avenir, il faudrait aider les pays les plus pauvres à constituer des stocks et reconstituer partout des stocks publics stratégiques pour être capables d'empêcher les mouvements spéculatifs. Une nouvelle réunion de l'OMC est prévue à la mi-juin. En vingt-huit ans d'existence, cette institution n'a pas su obtenir d'accord sur les produits agroalimentaires. Ce pourrait être enfin l'occasion de se souvenir que OMC commence par le mot « Organisation ».

Lucien Bourgeois